

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

**PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN
LISBONNE, 7-8 DÉCEMBRE 2018**

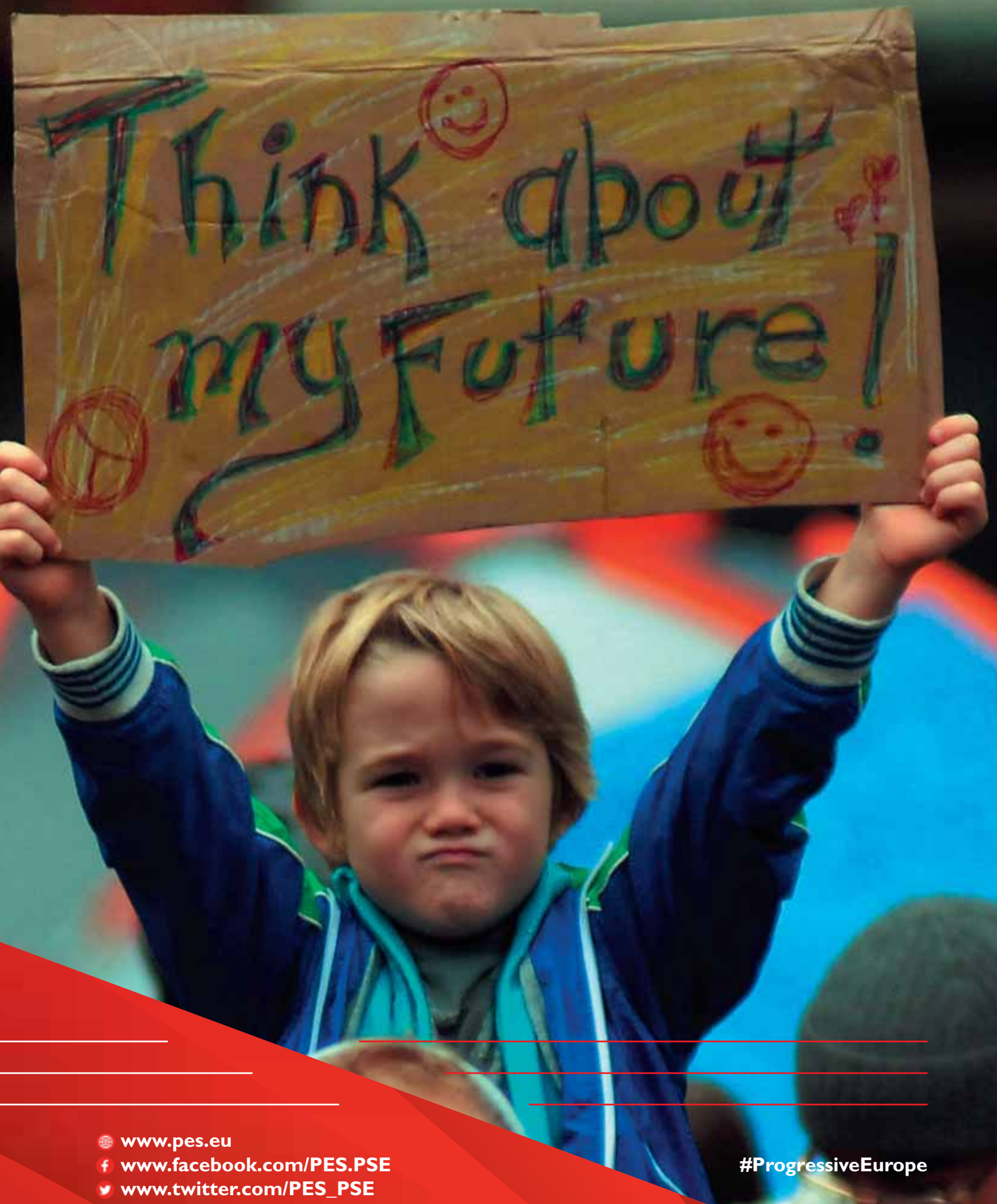
JUSTE

LIBRE

DURABLE

**L'Europe progressiste
que nous voulons**

DES RÉOLUTIONS



www.pes.eu
www.facebook.com/PES.PSE
www.twitter.com/PES_PSE

#ProgressiveEurope

DES SOCIÉTÉS ÉGALITAIRES:

Une jeunesse autonome

La nouvelle génération d'Européens grandit dans un monde de plus en plus globalisé. La jeunesse d'aujourd'hui est confrontée à un enjeu inédit, alors que le rythme du changement s'accélère sans cesse et que de sombres nuages s'amoncellent à l'horizon. Les enfants et les jeunes vivent dans une société qui se remet lentement de la récession économique de 2008, une société caractérisée par la primauté donnée aux forces du marché, par la révolution numérique, par de profondes transitions, par un accès énorme à l'information et par de nouveaux modes d'interaction au travail, dans la vie privée et, de manière primordiale, en politique. Ces défis sociétaux, sont autant d'opportunités pour la famille progressiste de montrer aux plus jeunes générations que notre projet politique mérite qu'elles s'y investissent. Nous souhaitons créer un avenir meilleur, où la qualité de vie sera améliorée, où l'environnement sera mieux protégé, et où les jeunes pourront plus facilement prendre part à la vie démocratique. Mais, si ces évolutions sociétales et économiques ne s'accompagnent pas de politiques publiques robustes, elles risquent de remettre en question l'équité du contrat social et d'accentuer les risques et défis nouveaux pour la plus jeune génération.

Une société progressiste, juste, égalitaire et prospère doit non seulement reposer sur un principe de solidarité intergénérationnelle et la défense et l'autonomisation de sa jeunesse, mais également reconnaître que les jeunes occupent une place importante dans nos économies. Pour donner aux jeunes européens les opportunités nécessaires et l'avenir meilleur qu'ils méritent, nous devons poursuivre et renforcer notre action progressiste en termes de politiques de jeunesse. Voilà pourquoi nous avons lancé le Plan européen pour la jeunesse, une initiative ambitieuse pour

accompagner les jeunes depuis l'âge préscolaire jusqu'au marché du travail. Elle commence dès la prime enfance, avec une lutte acharnée pour la protection des droits essentiels de tous les enfants en Europe, et se poursuit par le biais de mesures garantissant une transition en douceur de l'école à l'emploi, puis d'un emploi à l'autre, et un accès à un emploi de qualité, à l'enseignement, à la formation, au sport et à la culture pour les jeunes. Ces mesures visent non seulement à réduire les inégalités entre nos jeunes, mais également à s'attaquer au fossé entre les générations qui s'est creusé du fait de la crise financière. Il s'agit d'assurer une qualité de vie pour tous les jeunes en Europe, aujourd'hui. Il s'agit également de jeter les fondations de sociétés meilleures et plus justes qui verront le jour demain. Les jeunes doivent être respectés, valorisés, encouragés et soutenus pour qu'ils puissent réaliser leur potentiel et leurs aspirations. Dans ce processus, ce qu'ils auront à dire jouera un rôle clé pour rendre nos sociétés plus démocratiques, prospères, justes et équitables.

Pour nous, investir dans l'enfance et la jeunesse est la meilleure solution. Nous voulons une Europe créatrice d'emplois de qualité et de possibilités, qui assure un meilleur accès à un enseignement de qualité et aux services de santé pour le bien-être mental et physique des jeunes, fait de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité, facilite la mobilité et le volontariat et encourage la participation active des jeunes dans les processus décisionnels.

Chacun et chacune doit bénéficier de conditions de travail décentes et recevoir un salaire juste pour son travail. La question d'un emploi de qualité reste centrale dans les priorités des jeunes européens[1]. Pour atteindre nos objectifs du plein emploi pour les jeunes et de réduction de l'exclu-

sion sociale, nous estimons indispensable que la Garantie jeunesse continue d'offrir aux jeunes des solutions à long terme, de qualité et durables. La famille du PSE a mené campagne pour l'instauration de ce programme garantissant une offre d'emploi, une formation continue, un apprentissage ou un stage aux jeunes européens dans les quatre mois qui suivent la perte d'un emploi ou la sortie de l'enseignement formel. Notre famille politique continuera à se battre pour un relèvement du financement de ce mécanisme qui a prouvé son efficacité et a déjà aidé plus de neuf millions de jeunes à travers l'Union européenne (UE). Nous demandons qu'il soit pérennisé et mieux mis en œuvre au niveau national. Pour que plus de jeunes puissent en bénéficier, nous souhaitons relever l'âge limite à 30 ans et pérenniser cet outil dans l'arsenal de la lutte contre le chômage des jeunes, tout en augmentant la couverture des groupes les plus vulnérables, comme les jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET), ou les jeunes migrants. Simultanément, nous devons veiller à la qualité, la pertinence et la durabilité des offres reçues, ainsi qu'à la justesse de la rémunération et des conditions de travail. Le Parti socialiste européen demande qu'un niveau de vie décent soit garanti pour tous les jeunes. Ni le chômage, ni la maladie, ni la moindre autre raison ne devrait faire tomber un jeune sous le seuil de pauvreté. Nous lançons un appel pour que les stages soient décemment rémunérés et que les stagiaires ne représentent pas la majorité du personnel des entreprises ou administrations concernées. En outre, les stagiaires et les apprentis devraient se voir reconnaître les mêmes droits que tout autre employé bénéficiant d'un contrat à court terme, et les stages devraient être pris en compte dans le calcul des droits à la retraite.

Malheureusement, l'inégalité des chances commence dès le plus jeune âge. Dans

la mesure où l'enfance d'un individu détermine fortement ses opportunités et son avenir, nous sommes convaincus que l'Europe a le devoir d'accompagner chaque enfant. Il est inacceptable que plus de 25% des enfants soient menacés de pauvreté et d'exclusion sociale dans l'UE. C'est pourquoi nous voulons une Garantie européenne pour l'enfance, pour que les droits des enfants à un enseignement, à une formation et à des soins de santé gratuits et de haute qualité, à des services de garde d'enfants de qualité, à un logement décent et à une alimentation suffisante soient mis en pratique partout en Europe.

En tant que sociaux-démocrates, nous pensons que l'enseignement est un droit fondamental qui doit être garanti. Garantir l'accès à un enseignement de qualité pour tout un chacun est l'une des meilleures manières de rendre nos sociétés plus égales et plus inclusives. Afin de donner à chaque jeune les mêmes chances de s'épanouir, nous devons accroître les investissements dans l'éducation et notamment dans l'enseignement informel et non formel, dans la formation professionnelle, dans l'apprentissage tout au long de la vie, dans la culture, dans la mobilité des jeunes, dans la recherche et dans les connaissances. Construire des sociétés ouvertes, durables et participatives commence par une éducation qui donne aux jeunes les moyens de devenir des citoyens actifs. Étant donné le rôle double de l'enseignement, qui développe nos sociétés et façonne l'avenir personnel de nos jeunes citoyens, nous poursuivrons notre lutte pour que l'éducation et la formation soient accessibles à toutes et à tous. Il faudra pour cela promouvoir l'égalité hommes-femmes à travers l'enseignement. Dès lors, chaque enfant, chaque adolescent et chaque adulte en Europe devrait avoir la garantie d'un enseignement public, laïc et de haute qualité dès son plus jeune âge. Les tendances à la privatisation de l'éducation ne peuvent être une solution viable si l'on veut un enseignement inclusif

et ne devraient pas être financées par de l'argent public. Pour parvenir à une réelle justice sociale, nous ne pouvons tolérer que les moyens financiers, la situation sociale, l'origine ethnique ou religieuse, les handicaps ou toute autre forme de discrimination déterminent le type d'éducation que recevra un enfant ou un jeune. Qui plus est, le genre ne peut davantage être un facteur déterminant. Nous devons contrer les stéréotypes sexistes dès le plus jeune âge par la promotion, dans l'enseignement, de l'égalité hommes-femmes, tout en veillant à ce que les jeunes femmes et les jeunes hommes puissent toutes et tous bénéficier d'un accès égal à l'enseignement et aspirer aux mêmes opportunités professionnelles.

Les inégalités présentes dans nos sociétés ont un impact direct sur l'accès aux études supérieures et aux possibilités de mobilité des étudiants. Nombreux sont les exemples de jeunes qui n'ont pas les moyens de terminer leurs études, de fréquenter l'université ou d'aller étudier à l'étranger. Pour résoudre ce problème, notre Plan européen pour la jeunesse demande l'augmentation du financement, de l'accès et de la portée du programme Erasmus+ (qui a déjà prouvé son succès), pour qu'un plus grand nombre d'universitaires, d'étudiants du supérieur ou de jeunes en formation professionnelle puissent en bénéficier. Nous voulons étendre le programme Erasmus à tous les étudiants, à tous les niveaux d'enseignement. Parallèlement à cela, nous mettons tout en œuvre pour que soient reconnues, validées et accréditées

à l'échelon européen les compétences, les connaissances et les qualifications acquises via l'enseignement non formel et informel ou par le biais d'études scolaires à l'étranger. Nous devons soutenir l'éducation et le développement des jeunes au-delà des systèmes d'enseignement formel, y compris par le biais du bénévolat.

L'accès à la culture, en tant que droit fondamental de tous les citoyens mentionné explicitement à l'Article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, constitue un élément essentiel du développement personnel, mais également de la promotion de la cohésion sociale, de l'implication des jeunes et de la citoyenneté démocratique. Une plus grande participation des jeunes en la matière ne tient pas du luxe. Pour y parvenir, il convient de soutenir les activités extrascolaires ou d'améliorer l'accès et la participation aux événements culturels. Dans ce but, il est nécessaire de porter la proposition du Plan européen pour la jeunesse visant à créer un Chèque-culture européen que les jeunes pourront utiliser pour assister à des activités culturelles ou les organiser. Qui plus est, nous devons encourager la participation active des jeunes aux sports, car les activités sportives contribuent au développement de leurs relations sociales et de leur bien-être physique. S'impose également le droit de vivre dans un environnement propre et sain, sans oublier un accès égal à des soins de santé publics de qualité. Par ailleurs, le bien-être mental doit être préservé et les jeunes doivent recevoir une aide s'ils



sont victimes de harcèlement à l'école ou de cyber-harcèlement, ainsi que lorsqu'ils connaissent des situations de stress à l'école, en formation, sur le marché du travail et dans leurs vies personnelles.

Nous devons impérativement renforcer la participation des enfants et des jeunes dans la vie collective, ainsi que dans ses aspects éducatifs, culturels, politiques et économiques. Nous devons garantir un processus inclusif qui ne laisse aucune place à la discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, les handicaps, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des jeunes. Pour ce faire, il est nécessaire d'établir un dialogue structuré avec les jeunes en veillant à ce que les enfants et les jeunes soient impliqués dans la formulations des politiques qui les concernent, de sorte qu'ils puissent devenir les principales parties prenantes, de financer la création de centres de jeunes, ou encore de mettre en place une éducation civique et d'autres programmes de promotion d'une citoyenneté active dans le système d'enseignement formel. Nous devons soutenir et amplifier la participation des jeunes de tous les pays, de toutes les régions et de toutes les origines sociales, aux initiatives comme le Corps européen de solidarité. Pour davantage encourager la participation des jeunes et leur représentation dans les forums politiques, et pour qu'ils aient leur mot à dire dans le processus décisionnel, nous soutenons tous les moyens mis en place pour accroître le nombre de jeunes actifs sur la scène politique et publique, en mettant particulièrement l'accent sur la participation des femmes. La position proposée de Coordinateur européen des activités relatives à la jeunesse doit être dotée de pouvoirs réels garantissant l'intégration de la politique de la jeunesse dans toutes les politiques de l'Union européenne (UE).

On ne peut faire l'impasse sur la participation des jeunes dans le processus électoral. Les données portant sur les dernières

élections européennes montrent une forte diminution du taux de vote chez les jeunes, ce qui ne signifie pas pour autant que les jeunes générations rechignent à s'engager. Qui plus est, le fossé se creuse entre les générations plus jeunes et plus anciennes quand il s'agit de participer au devoir électoral. Nous devons nous attaquer à ce problème en mettant tout en œuvre pour accroître le taux de participation et l'implication démocratique des jeunes électeurs. Voilà pourquoi nous souhaitons que plus de jeunes figurent sur les listes électorales des partis en position éligible. Nous souhaitons également encourager la tenue de débats civils et politiques dans les écoles et d'autres plateformes de discussion afin de promouvoir l'éducation aux médias et au numérique, ce qui permettrait aux jeunes de développer une pensée critique et de se protéger des « fake news ».

Nous voulons que l'Europe fasse réellement des politiques de la jeunesse une priorité. Notre famille politique, avec la pleine participation des partenaires sociaux, de la société civile, ainsi que des organisations de jeunesse, ne ménagera aucun effort pour mener des actions concrètes qui feront de nos jeunes des acteurs clés de la lutte pour une participation démocratique accrue et un progrès économique et social équitable pour toutes et pour tous.

En tant que Parti socialiste européen, nous nous battons pour des sociétés égales. Dans cette résolution, nous avons mis l'accent sur nos priorités pour l'autonomisation de la jeunesse. Ceci va de pair avec les autres résolutions de ce Congrès du PSE, qui réaffirment notre engagement et notre plan pour une économie progressiste, une autonomisation de la jeunesse, un environnement sain et des industries modernes, une véritable égalité des genres, une Europe sociale, des politiques d'asile et de migration progressives, et une démocratie plus forte en Europe.

¹<http://ec.europa.eu/comfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/82294> [uniquement disponible en anglais]





Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium SPA



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
CSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD
Partito Democratico



Italy PSI
Partito Socialista



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N.Ireland SDLP



Norway LP



Poland UNIA
PRACY



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

If you have any questions or comments about our work on inequalities,
please contact PES.Women@pes.eu

Follow us on www.facebook.com/pes.pse
and www.twitter.com/pes_pse.

Party of European Socialists (PES)

**10 – 12 Rue Guimard
1040 Brussels
Belgium**

**T +32 2 548 90 80
info@pes.eu
AISBL-BBCE-N 0897.208-032**

This publication received financial support of the European Parliament. Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any use that may be made of the information contained therein. This Brochure was printed on a recycled paper with environmental safe water based inks.

December 2018